

**Arrêté préfectoral modificatif du 14 NOV. 2025**  
**portant mise en demeure à l'encontre de la société ADVANCED COMFORT SYSTEMS pour son site**  
**exploité Rue moulin Jacquet à BRESSUIRE (79 300).**

\*\*\*\*\*

Le Préfet des Deux-Sèvres,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le Code de l'environnement et en particulier les articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 514-5 ;
- Vu** le décret n° 2007-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République en date du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;
- Vu** le décret du Président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 août 2024, portant mise en demeure à l'encontre de la société SAS ADVANCED COMFORT SYSTEMS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral modificatif du 22 novembre 2024, portant mise en demeure à l'encontre de la société SAS ADVANCED COMFORT SYSTEMS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;
- Vu** la demande de délai supplémentaire pour transmettre l'étude de réalisation du bassin de rétention, présentée par la société SAS ADVANCED COMFORT SYSTEMS par courrier du 20 octobre 2025 ;
- Vu** la note de calcul hydraulique réalisée par le bureau d'étude SADE le 8 janvier 2025 transmise par courriel du 14 janvier 2025 et relative au dimensionnement et à l'implantation du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie et des eaux pluviales ;
- Vu** le bon de commande du 23 juillet 2025 passé auprès de la société SADE pour la réalisation du bassin de confinement des eaux d'extinction, la réalisation de travaux de collecte des eaux autour des bâtiments ainsi que l'ensemble des prestations annexes pour un montant de 391 400 €.
- Vu** la demande de délai supplémentaire pour transmettre les justificatifs ;
- Considérant** que suite à la dernière demande de report de délai, l'arrêté préfectoral de mise en demeure a été modifié le 4 avril 2025 et l'exploitant était invité à transmettre les justificatifs de réalisation du volume de rétention pour les eaux en cas de sinistre avant le 30 octobre 2025 ;

**Considérant** que l'exploitant a transmis par courriel du 20 octobre 2025 à la préfecture avec copie à l'inspection, le bon de commande des travaux adressé à la société SADE le 23 juillet 2025 ;

**Considérant** que par courrier du 20 octobre 2025, l'exploitant a sollicité un nouveau report de délai pour la transmission des justificatifs de réalisation du volume de rétention pour les eaux d'extinction en cas de sinistre ;

**Considérant** que l'exploitant précise que suite à un changement d'interlocuteur auprès de la société SADE, la finalisation des discussions sur la réalisation des travaux a pris du retard et que les travaux sont désormais programmés à compter de la seconde moitié du mois de novembre 2025 et que leur achèvement est prévu en avril 2026 ;

**Considérant** que l'exploitant demande à ce que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure soit modifié pour tenir compte de la date prévu d'achèvement des travaux ;

**Considérant** que la première étude de confinement des eaux d'extinction incendie a été réalisée en 2009 par le bureau d'études DEKRA suite à la jonction par l'exploitant des usines 1 et 2 et que suite à la rupture de la réserve d'eau incendie souple de 600 m<sup>3</sup> sur le site le 25 juin 2024, l'eau libérée par la rupture de la bâche a occasionné des dégâts chez un riverain ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Modification de l'arrêté du 4 avril 2025**

L'article 1 de l'arrêté du 4 avril 2025 portant mise en demeure à l'encontre de la société SAS ADVANCED COMFORT SYSTEMS est modifié comme suit (**en caractères gras**) :

La société ADVANCED COMFORT SYSTEMS, située 5-7 rue du Moulin Jacquet – 79 300 BRESSUIRE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 20 III de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif à la mise en œuvre du volume d'eau de rétention supplémentaire pour les eaux en cas de sinistre selon les dispositions suivantes :

**– de transmettre, au plus tard le 30 avril 2026, les justificatifs de réalisation du volume de rétention pour les eaux en cas de sinistre.**

### **Article 2 – Sanctions**

Les autres dispositions de l'arrêté susmentionné restent applicables et inchangées.

### **Article 3 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers (15 rue Blossac – BP 541 86020 Poitiers cedex) ou sur l'application internet télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres.

**Article 4 – Publication**

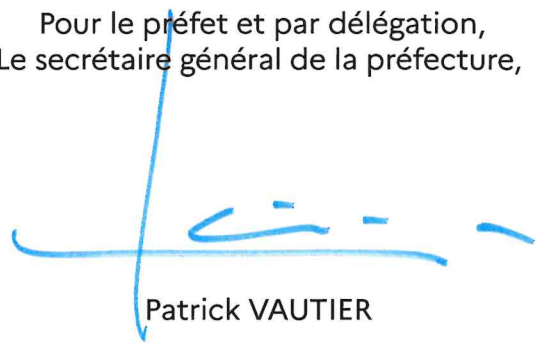
En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société ADVANCED COMFORT SYSTEMS ainsi qu'au maire de Bressuire.

Niort, le 14 NOV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER

